

Le Réseau canadien de DÉC



Bâtir une économie citoyenne
Rapport annuel 2010

Des communautés plus fortes au Canada



The Canadian **CED** Network

Le Réseau canadien de **DÉC**

- 3** Table des matières
- 4** Qui sommes-nous
- 5** Notre travail en bref
- 6** Message de la présidente
- 7** Message du directeur général
- 8** Construire le mouvement
- 12** Communications / Viabilité /
Administration et gouvernance
- 14** Notre équipe
- 16** Joignez-vous au mouvement !

TABLE DES MATIÈRES

QUI SOMMES-NOUS



Le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDEC) est un organisme de bienfaisance sans but lucratif mené par ses membres. Il regroupe des organismes communautaires, des coopératives, des entreprises sociales, des praticiennes et des praticiens, des citoyennes et des citoyens actifs, des chercheuses et des chercheurs ainsi que d'autres organismes engagés dans le développement économique communautaire (DÉC). Nous œuvrons au renforcement du DÉC dans les communautés urbaines, rurales, nordiques et autochtones du Canada. Nous contribuons à l'amélioration des conditions sociales, économiques et environnementales à l'échelle locale.

Le DÉC est un ensemble d'actions locales visant à ouvrir de nouvelles avenues de développement économique et à améliorer les conditions sociales, en particulier pour les personnes les plus démunies. Le DÉC est une approche qui reconnaît que les problèmes économiques, environnementaux et sociaux sont des enjeux complexes, interdépendants et en évolution constante. Ainsi, le DÉC élabore des solutions efficaces issues des connaissances spécifiques aux collectivités et menées par les membres de celles-ci. Le DÉC propose et encourage des démarches holistiques pour s'attaquer aux problèmes rencontrés aux niveaux individuel, communautaire et régional, et considère que ces niveaux sont liés les uns aux autres.

VISION :

Le Réseau canadien de développement économique communautaire croit à des collectivités viables et inclusives qui prennent en main leur propre avenir social, économique et environnemental.

MISSION :

Dirigé par ses membres, le Réseau canadien de développement économique communautaire s'engage à renforcer les collectivités par la création d'opportunités économiques visant l'amélioration des conditions sociales et environnementales. Il rassemble les gens et les organismes dans le souci d'encourager le partage des connaissances et d'édifier une voix collective de soutien au DÉC. Ses membres font partie d'un mouvement qui, face aux problèmes locaux et mondiaux, élabore des solutions axées sur les collectivités.

VALEURS :

Le Réseau canadien de DÉC et ses membres s'engagent à respecter les valeurs d'inclusion, de diversité et d'équité. Ils favorisent des méthodes participatives, démocratiques, innovatrices et entrepreneuriales.

En 2010, le RCDEC s'est engagé dans de nombreux projets et activités. En voici un aperçu :

Recherche en économie sociale : Le Réseau codirige et prend en charge le volet mobilisation des connaissances du Centre canadien d'économie sociale. Il soutient la recherche en économie sociale destinée à l'élaboration des pratiques et des politiques.

Immigrants, réfugiés et nouveaux arrivants — l'expérience canadienne : Le RAIR établit des liens entre les communautés immigrantes et la communauté du DÉC dans son ensemble.

Établissement et intégration des immigrantes et des immigrants par l'entreprise sociale (EIES) : Ce projet établit des profils d'entreprises sociales dirigées par des personnes immigrées. Il détermine les conditions propices à la réussite de ces entreprises et appuie l'élargissement de projets de démonstration.

Engagement des jeunes en DÉC : Le comité des Nouveaux leaders œuvre à accroître le nombre et le niveau de compétences des jeunes praticiennes et praticiens de DÉC dans le but de bâtir un mouvement national de la jeunesse passionnée par l'avenir de ses collectivités. CrééAction, notre programme de stages destiné aux jeunes, offre une expérience de travail de six mois dans des organismes d'accueil à travers le pays.

Engagement international : Le comité international encourage l'apprentissage et établit des liens entre les praticiennes et les praticiens du Canada et du monde entier. Il soutient le développement de réseaux internationaux d'économie sociale et solidaire.

Mobilisation régionale : Les réseaux régionaux mettent en œuvre des pratiques d'échange d'information et d'engagement des membres. Ils soutiennent les priorités régionales en ce qui a trait au changement des politiques; ils encouragent le développement professionnel des praticiennes et des praticiens ainsi que l'apprentissage par les pairs.

Promouvoir le programme politique du DÉC : Les membres et le personnel ont présenté nos propositions auprès de comités parlementaires, de membres du Parlement et de représentantes/représentants gouvernementaux. Ils ont également travaillé en collaboration avec des partenaires de la société civile pour édifier ensemble une voix collective du DÉC

Activités d'apprentissage et occasions de renforcement des compétences: On compte parmi ces activités le Congrès pancanadien de DÉC, les événements régionaux tels que le Rassemblement du DÉC du Manitoba et le programme de formation des professionnelles/professionnels du DÉC de l'Université Simon Fraser.

Spark – (jusqu'ici le Service d'assistance technique au DÉC — SATDÉC/CEDTAS): Ce service établit des liens entre des professionnels bénévoles et des organismes et des projets développement communautaires et de DÉC ayant des besoins techniques particuliers à Winnipeg, Manitoba.

Services directs aux membres : Le RCDEC offre des services de traduction et d'inscription en ligne à ses membres, et ce, à des prix concurrentiels. De plus, il met à la disposition de ses membres des services d'information, d'orientation et de soutien.

NOTRE TRAVAIL EN BREF

PLAN STRATÉGIQUE

2010 est la deuxième année de notre plan stratégique. Ce plan adopté pour une période de trois ans se concentre sur les quatre priorités suivantes

1. Construire le mouvement;
2. Communications et mobilisation des connaissances;
3. Viabilité financière;
4. Administration et gouvernance.

Le rapport annuel 2010 est organisé de façon à faire ressortir ces quatre domaines prioritaires. Il présente les points forts des activités réalisées par les membres et le personnel afin d'atteindre les objectifs adoptés dans ce plan.

Pour consulter le plan stratégique 2009-2011, veuillez cliquer sur le lien ci-dessous :
<http://www.ccednet-rcdec.ca/fr/node/6098>

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE



Construire un mouvement qui, à la grandeur du pays, rassemble des organismes et des individus dévoués à l'élaboration de solutions communautaires aux enjeux locaux et mondiaux n'est pas une mince affaire. Toutefois, c'est l'objectif que le RCDÉC nous a fixé, soit faire émerger une vision largement partagée du rôle que les communautés doivent endosser dans le développement économique durable et inclusif.

La solution pour réaliser cet objectif repose sur le renforcement de nos relations partenariales, ce qui fait partie de notre plan stratégique. Au Canada, de nombreux organismes partagent notre vision de communautés en santé, durables et inclusives. Le DÉC n'est pas une panacée. Il est un élément essentiel de stratégies et de politiques plus générales visant le bien-être et la viabilité des collectivités.

Le Sommet pancanadien de l'économie citoyenne 2010 constitue sans nul doute le point culminant de nos travaux de l'année. Le Sommet mettait à profit la recherche menée par le Centre canadien de recherche partenariale en économie sociale (CCRPÉS). Il a rassemblé une douzaine d'organismes autour d'un programme commun. Le Sommet a également porté les mouvements des coopératives et de l'économie sociale sur la scène nationale. Il a permis d'établir des liens avec les secteurs du travail, de l'environnement et des caisses de crédit et d'épargne. Tous ces efforts ont conduit à une mobilisation qui se poursuit.

L'année qui s'est écoulée a été jalonnée de progrès et de changements. Comme ce rapport l'indique, les membres du conseil et des comités ont travaillé fort; nous avons atteint des objectifs importants de notre plan stratégique. Pour la première fois, les élections du conseil ont eu lieu en ligne. Nous avons établi des dispositions pour la création de comités régionaux officiels. De plus, l'administration du RCDÉC a déménagé d'Ottawa à Victoriaville entraînant des changements de personnel. Je voudrais remercier l'ensemble de notre personnel pour son dévouement et tout particulièrement le personnel basé à Ottawa.

Je remercie surtout nos membres. Leur engagement et leur soutien sont la raison d'être du RCDÉC. Ensemble, nous continuons à bâtir des communautés canadiennes plus fortes.

Caroline Lachance

Une des dernières factures de téléphone du RCDÉC s'élevait à 460 000 \$.

Comme vous devez vous y attendre, nous passons beaucoup de temps au téléphone. Toutefois, cette facture était plus élevée qu'à l'ordinaire. Ainsi, alors que mes collègues s'ingéniaient à me faire reprendre connaissance, j'avais du temps pour penser à toutes ces grosses factures que nous payons tous régulièrement.

Le Plan décennal de Calgary visant à mettre fin à l'itinérance confirme qu'il est moins cher de fournir des logements et un soutien adéquats que d'offrir une intervention d'urgence à court terme en milieu institutionnel. La plupart des recherches indiquent que les personnes les plus défavorisées coûtent au système au moins 100 000 \$ par an, un coût deux à trois fois plus élevé que celui consacré à l'aménagement d'un logement et de soutien.

Une analyse coûts-avantages des entreprises d'insertion du Québec a observé que les économies de coûts et l'augmentation des revenus gouvernementaux ont généré un surplus de 96 millions de dollars dans les poches des gouvernements fédéral et provinciaux. Si l'on prend en compte les 36 millions de dollars de contributions gouvernementales, le gain net s'élève à 60 millions.

Un rapport de l'Association des banques alimentaires de l'Ontario, rédigé notamment par Don Drummond du Groupe Banque TD, par James Milway du Institute for Competitiveness and Prosperity et par Judith Maxwell des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, estime que la pauvreté coûte à la société canadienne entre 24 et 30 milliards de dollars par an.

C'est nous tous qui payons la facture de la pauvreté et nous payons plus que notre part. Les approches passées qui traitent les symptômes de la pauvreté plutôt que de s'attaquer aux causes et qui n'investissent pas dans le développement humain ne résoudront jamais ce problème; ces démarches sont de plus en plus dispendieuses et injustifiées. Les membres du RCDÉC montrent que les solutions communautaires coordonnées qui investissent dans les personnes affichent de meilleurs résultats et améliorent le sort de chacun.

Nous avons pu convaincre notre compagnie de téléphone qu'il y avait une erreur et nous avons ainsi évité de payer 459 800 \$ de notre facture. Cependant, il n'y a pas moyen d'échapper aux coûts de nos systèmes économiques et sociaux.

Du moins, pas avant que nous nous décidions en tant que société pour une économie citoyenne.



Michael Toye

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



CONSTRUIRE LE MOUVEMENT



Le Sommet pancanadien de l'économie citoyenne 2010

Le Sommet pancanadien de l'économie citoyenne se distinguait du Congrès pancanadien annuel du RCDÉC de bien des façons. Tout d'abord, cet événement représentait un projet de collaboration de grande envergure puisqu'il a rassemblé dix organismes impliqués dans les mouvements du DÉC, de l'économie sociale et des coopératives. Puis, les séances du Sommet, explicitement axées sur la construction du mouvement et l'action concertée, ont orienté le dialogue sur les six thèmes principaux et sur les recommandations pour un plan d'action. Enfin, cet événement a permis d'établir de nouveaux liens avec le monde du travail, le secteur des caisses de crédit et d'épargne et celui de l'environnement, ainsi qu'avec des conférencières et conférenciers de chaque mouvement. Par ailleurs, les 340 participantes et participants, venus des dix provinces, deux territoires et cinq continents, ont eu l'occasion d'entendre les députés des quatre partis politiques représentés à la Chambre des communes, dont deux chefs de parti et deux ministres. Le Sommet a également été l'occasion de présenter les meilleurs résultats des recherches menées par le Centre canadien de recherche partenariale en économie sociale. Il a ainsi contribué à rehausser le profil des mouvements du DÉC, des coopératives et de l'économie sociale au sein des sphères politiques d'Ottawa. Le Sommet a établi une base solide pour de futures collaborations entre les partenaires-organismes dans l'intérêt collectif de promouvoir nos objectifs communs.

Plan d'action sur les politiques | Members, Les membres, le personnel et les partenaires du Réseau canadien de DÉC continuent de promouvoir les priorités politiques fédérales visant à bâtir des économies locales plus justes et plus fortes, à réduire la pauvreté et l'itinérance et à investir dans des communautés durables. Le développement des relations avec les membres du Parlement et les personnes représentant les administrations publiques locales a permis au Réseau de faire entrer les recommandations du Sommet 2010 dans l'arène politique fédérale. Ces relations ont été développées par l'intermédiaire de rencontres individuelles, de la participation aux tables rondes sur les politiques et de la présentation des initiatives de DÉC auprès des députés. De plus, les membres, le personnel et les partenaires du Réseau ont effectué des soumissions et des présentations auprès du Comité permanent des finances de la Chambre des communes afin de promouvoir davantage les recommandations du Sommet 2010.

Plus tôt cette année, le conseil d'administration du RCDÉC a endossé une série de résolutions politiques du Manitoba préparées par nos membres suite à un sommet provincial qui a eu lieu l'automne dernier. Ces 15 résolutions qui traitent d'enjeux

variés tels que l'approvisionnement conforme à l'éthique, le logement et les emplois verts serviront de guide aux activités du RCDÉC au Manitoba pour les prochaines années.

À plus grande échelle, le Réseau et ses partenaires nationaux et locaux ont apporté une perspective de DÉC à l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral 2010 et l'Alternative budgétaire pour le gouvernement municipal 2010 du Centre canadien de politiques alternatives. Par ailleurs, le Réseau est toujours activement engagé dans les campagnes Abolissons la pauvreté et Dignité pour touTEs, deux réseaux pancanadiens qui appellent à l'élimination de la pauvreté et militent pour la prise de mesures politiques solides et réfléchies dans ce sens.

Engagement des membres | Chaque année, nous redoublons d'efforts afin d'élargir et consolider l'adhésion à notre réseau.

En 2010, nous avons utilisé plusieurs stratégies visant à augmenter notre effectif : les diplômés du certificat de l'Université Simon Fraser ont obtenu une adhésion d'un an; nous sommes allés à la rencontre des collaboratrices et des collaborateurs de longue date qui n'avaient toujours pas joint le RCDÉC et nous les avons invités à devenir officiellement membres de notre réseau. Cette mobilisation ciblée consolide la base de nos membres, car elle intègre des personnes et des organismes qui partagent nos valeurs et notre approche du DÉC. Nous avons modifié la structure générale des membres et créé la nouvelle catégorie « membre bienfaiteur ».

Afin de récompenser les membres et de les encourager à renouveler leur adhésion, nos membres bénéficient de rabais pour la plupart de nos événements y compris les activités et les ateliers régionaux d'apprentissage. Les membres peuvent faire une demande de stagiaire du programme CréeAction; en 2010, 40 organismes membres ont accueilli des stagiaires de ce programme. Ces stratégies ont en effet réussi à attirer de nouveaux membres au sein du RCDÉC.

Nous avons entrepris des démarches visant à garder le contact avec nos membres. Les nouveaux membres reçoivent une lettre de bienvenue personnalisée de la part d'une représentante ou d'un représentant régional du comité des adhésions. Au Manitoba, le personnel a rendu visite à la plupart des nouveaux membres et aux membres existants.

Nous avons publié des articles mettant en valeur les activités, les pratiques exemplaires et le profil de nos membres dans nos bulletins mensuels et ponctuels. Nous avons mis plusieurs membres en candidature pour des prix importants afin de promouvoir et de reconnaître leur travail précieux et d'exposer le DÉC en action.

Environ 80 membres étaient activement engagés dans les activités des comités du RCDÉC. Les membres du Manitoba se sont réunis à deux reprises et ont établi les priorités en matière d'orientation et de politiques.

Cette année a également marqué le début de notre campagne d'affiche du réseau qui vise à donner aux membres une représentation visuelle des organismes qui font notre réseau. Des affiches présentant les logos de tous les organismes membres d'une province sont envoyées aux membres. Une fois sur le mur de leur bureau, ces affiches montrent au personnel qu'il fait partie d'une plus grande équipe qui encourage le changement.

Spark | Spark est un service de renforcement des capacités offert par le Réseau canadien de DÉC. Notre mission est de travailler conjointement avec les secteurs du développement communautaire (DC) et du développement économique communautaire (DÉC) dans la ville de Winnipeg, y compris des organismes communautaires établis, des groupes émergents, des organismes membres du Réseau canadien de DÉC et des organismes non membres.

Le travail des organismes communautaires est complexe et requiert un ensemble de compétences, et ce, pour des périodes de temps limitées, mais cruciales. Spark recrute des bénévoles qui possèdent des compétences spécialisées et sont prêts à offrir une aide technique aux initiatives de DC et de DÉC gratuitement. En premier lieu, Spark rencontre l'organisme demandeur et le fournisseur d'aide technique. Puis, le personnel de Spark facilite le jumelage des demandeurs et des fournisseurs de service et établit un contrat décrivant le travail de collaboration entre le bénévole et l'organisme. Par la suite, Spark contrôle le processus et les résultats de cette collaboration. Tout au long du processus, ce programme encourage et favorise le transfert de compétences vers l'organisme. L'héritage de connaissances ainsi constitué augmente la capacité de l'organisme à résoudre les problèmes et à traiter les enjeux futurs.

Depuis sa création en 2005, le programme Spark a établi des liens solides avec de nombreux groupes et organismes communautaires, tels que des corporations de renouvellement des quartiers, des associations de résidents, des programmes de logement sans but lucratif, des organismes de santé et de développement communautaire ainsi que des organisations axées sur les jeunes, les nouveaux arrivants et les populations autochtones. Par ailleurs, ce programme a fondé un bassin de bénévoles possédant des compétences spécialisées à la grandeur de la ville. À leur tour, ces bénévoles mobilisent et recrutent des professionnels au sein de leur lieu de travail

(secteurs privé, public et non gouvernemental) et d'associations professionnelles.

En 2010, Spark a réalisé 45 jumelages entre organismes et bénévoles. En répondant ainsi aux besoins du secteur en services d'aide technique, le programme a produit un effet de levier de 120 000 dollars. Les organismes locaux ont pu développer des plans stratégiques, travailler efficacement avec les médias, construire des sites Web et des bases de données, établir des systèmes comptables et développer des stratégies marketing. Ils ont également bénéficié d'aide et de conseils sur le développement d'entreprises sociales. Ceci ne représente que quelques-uns des résultats concrets obtenus par ce programme.

Programme de certificat en DÉC | Le programme de certificat en développement économique communautaire est offert conjointement par le Centre for Sustainable Community Development de l'Université Simon Fraser et le RCDÉC. Ce programme de certificat outille les intervenantes et les intervenants communautaires en matière de démocratisation des économies et du retour de ces économies à l'échelle locale. Ce programme est conçu pour les professionnelles et les professionnels travaillant dans le secteur et peut être finalisé en un an à temps partiel. Les cours, véritables laboratoires expérimentaux, permettent aux leaders communautaires de mettre à l'épreuve de nouvelles techniques destinées à créer une richesse communautaire réelle. Notre priorité est d'offrir un enseignement et des outils efficaces et hors du commun. C'est pourquoi nous avons récemment effectué une évaluation approfondie (voir page 10) et une révision du programme qui ont abouti à deux nouveaux cours qui seront offerts en 2011.

Ce programme a eu lieu dans plusieurs régions de la C.-B., dans deux provinces et trois pays. En 2010, le programme a établi des partenariats avec cinq Sociétés d'aide au développement des collectivités de la Colombie-Britannique rurale par le biais de vidéoconférences. La ville de High-River en Alberta a, elle aussi, proposé ce programme. Nous sommes heureux d'annoncer notre partenariat avec la Hecate Strait Employment Development Society qui permettra d'offrir ce programme à Prince-Rupert (BC) dès septembre 2011. Pour en savoir plus sur le programme de certificat en DÉC et pour le proposer dans votre communauté, veuillez contacter Nicole Chaland via le site Web du programme : <http://www.sfu.ca/cscd/ced>.

Le Rassemblement du Manitoba 2010 | En 2010, le Rassemblement annuel du développement communautaire et du développement économique communautaire (DC/DÉC) a battu son propre record de participation avec 605 participantes et participants. Le Rassemblement offre des occasions gratuites

de développement professionnel, d'apprentissage et de réseautage aux personnes de tout secteur et de tous les horizons qui s'intéressent au DC et au DÉC. Cette année, nous avons eu le plaisir d'accueillir des représentantes et des représentants de toutes les provinces canadiennes, y compris le Nunavut!

Le Rassemblement s'est une fois de plus déroulé à St. John's High School, école située au cœur du centre-ville de Winnipeg. Ce lieu met en évidence le caractère innovateur et l'efficacité du travail de DC/DÉC accompli dans ce quartier urbain tout en facilitant l'accès au Rassemblement pour les résidentes et les résidents du quartier.

Le discours prononcé par Ian MacPherson, dans lequel il soulignait l'importance du modèle coopératif dans le développement communautaire, a donné le ton au thème du Rassemblement 2010 : Cultiver la coopération. Après les activités d'ouverture, les participantes et les participants ont pu assister à 29 ateliers traitant d'au moins un des thèmes de cette année y compris la sécurité alimentaire, le développement rural et l'engagement des jeunes.

La nourriture et les rafraîchissements ont été l'un des nombreux moments phares du Rassemblement. Les plats au menu étaient préparés par quatre coopératives de travail et deux entreprises sociales; la vaisselle compostable était fournie par Waste Reduction Store.

Le circuit en autobus, précédant le Rassemblement, a donné l'occasion aux participantes et aux participants de découvrir des initiatives d'entreprises sociales, de coopératives et de logement contribuant à réduire la pauvreté, à renforcer les capacités et à bâtir des communautés plus fortes dans six quartiers de la ville.

Au cours des sept dernières années, le Rassemblement a pris un essor considérable qui s'étend au-delà de la ville de Winnipeg. Le Rassemblement est devenu une conférence de premier plan pour les praticiennes et les praticiens du DÉC et les personnes qui soutiennent le secteur partout au Canada.

CréeAction | Grâce à son programme pancanadien d'expérience de travail CréeAction, le Réseau canadien de DÉC continue de construire un mouvement qui engage les jeunes dans le développement économique communautaire. En 2010, 20 jeunes diplômés ont finalisé leur stage. De plus, une extension du programme de placement a permis d'accueillir 40 stagiaires supplémentaires. Au total, 65 jeunes ont ainsi pu s'engager dans des organismes de DÉC et d'économie sociale. Tous ces stages ont eu lieu au sein même du Réseau canadien de DÉC et dans des organismes membres.

Ce programme d'expérience de travail associé de jeunes

diplômés postsecondaires à des organismes ayant un lien avec leur formation. Ainsi ces étudiantes et étudiants ont l'occasion d'acquérir des compétences transférables, de développer des réseaux professionnels, de comprendre les réalités et les opportunités du travail de DÉC. De leur côté, les organismes d'accueil peuvent poursuivre des activités de projets grâce à l'apport d'un financement supplémentaire et à l'embauche de jeunes personnes talentueuses, et ce, avec une période d'essai à peu de risque.

En 2010/2011, le programme a mis en œuvre des changements; il s'est entre autres concentré sur les initiatives environnementales ce qui a permis de jeter des ponts entre le secteur du DÉC et les mouvements environnementaux. Par ailleurs, notre programme a établi de nouveaux partenariats avec des organismes membres afin d'offrir des activités de DÉC régionales qui remplacent le Congrès pancanadien de DÉC.

Plus de 95 % des stagiaires estiment que CrééAction leur a en effet permis d'acquérir les compétences nécessaires pour faire carrière dans le secteur. Plus de 75 % des participantes et des participants sont encore engagés dans le secteur du DÉC de façon rémunérée ou bénévole.

Le RAIR et l'EIIES | The Le Réseau d'action des immigrants et des réfugiés (RAIR) et ses membres ont instauré un plan d'action de deux ans basé sur les priorités en matière de soutien aux entreprises sociales dirigées par des immigrantes et des immigrants au Canada. La communication a été améliorée par la création d'un blogue facilitant le partage des ressources, des profils des membres et des informations relatives aux réunions.

Les membres continuent à fournir des orientations à l'initiative Établissement et intégration des immigrantes et des immigrants par l'entreprise sociale (EIIES). La première phase du projet a été complétée en 2010. Il en a résulté la publication d'un catalogue des entreprises sociales dirigées par des personnes immigrées et d'un rapport documentant les avantages et les enjeux de cette approche relativement à l'établissement et l'intégration des populations immigrantes. Ce rapport se base sur une enquête pancanadienne et une documentation approfondie de six entreprises en cours de développement.

Les membres du RAIR ont également œuvré au sein des comités de planification des activités régionales du RCDÉC afin de garantir la participation des entreprises sociales dirigées par des personnes immigrées au programme de ces événements.

Le Centre canadien d'économie sociale et la recherche | En 2010, le Centre canadien d'économie sociale atteignait sa dernière année complète de financement après cinq années d'existence. Le Centre canadien de recherche partenariale en

économie sociale (CCRPÉS) a permis aux six centres régionaux et au centre national de produire plus de 300 projets de recherche sur des thèmes variés dans le domaine de l'économie sociale y compris l'évaluation, la finance, la sécurité alimentaire, la gouvernance, le logement, les communautés autochtones, les politiques publiques et l'entreprise sociale. Au cours de ce programme de recherche, le RCDÉC a dirigé et codirigé des rapports de recherche sur les politiques publiques à l'échelle internationale et nationale ainsi que l'initiative Alliance de recherche communauté-université. Le CCÉS a offert 14 séances de téléapprentissage sur les résultats de recherches. Il a publié huit bulletins thématiques. De plus, la publication des dix profils de praticiennes et praticiens de l'économie sociale a permis de faire connaître des chefs de file de l'innovation communautaire du Canada et du monde entier.

Les membres du comité consultatif sur la recherche du RCDÉC ont activement participé à la conférence de l'Association de recherche sur les organismes sans but lucratif et l'économie sociale. Ils ont également contribué à la conception de recherche sur des propositions et projets variés.

Bâtir un mouvement mondial | Le comité international du RCDÉC a joué un rôle de leader dans le volet international du Sommet pancanadien. Il a préparé le document de fonds et a mené les consultations qui ont eu lieu avant et pendant le Sommet. Le protocole d'entente établi avec le Chantier de l'économie sociale qui s'est étendu aux enjeux internationaux en 2009 a servi de base pour notre collaboration en vue du Forum international de l'économie sociale et solidaire, un événement international majeur de l'année 2011.

COMMUNICATIONS VIABILITÉ

ADMINISTRATION ET GOUVERNANCE



COMMUNICATIONS

Les communications jouent un rôle vital dans l'efficacité du RCDÉC en tant que réseau pancanadien. Le plan stratégique de communication préparé en 2009 a orienté nos principaux messages et nos actions clés. Ce plan nous permet de toujours mieux promouvoir le DÉC, soutenir nos membres et la place du RCDÉC, organisme de premier plan dans le renforcement des communautés canadiennes.

Le RCDÉC utilise toute une gamme d'outils de communication. En 2010, le Réseau a publié plus de 200 bulletins électroniques et communiqués nationaux et régionaux en anglais et en français. Ils ont été diffusés sur des listes de distribution comptabilisant plus de 7 300 abonnés et ont été affichés sur notre site Web accumulant 60 000 visiteurs uniques.

Plus récemment, le comité des communications du conseil d'administration a concentré ses efforts sur l'augmentation de la présence du RCDÉC dans les médias sociaux et les communications électroniques. Il a créé une page fans Facebook, un compte Twitter et a augmenté le contenu notre chaîne YouTube en anglais et en français. Afin de rendre compte des résultats de communication, du trafic du site Web et des résultats des médias sociaux, le Réseau met sur pied des rapports de mise en œuvre. L'impact de ces outils de communication sera évalué en 2011.

VIABILITÉ

Les résultats de l'enquête sectorielle menée en 2009 montraient entre autres qu'une grande partie des membres du RCDÉC était prête à payer des frais d'adhésion plus élevés si cette augmentation permettait au RCDÉC de fournir des services de meilleure qualité. Début 2010, le comité sur la viabilité financière a rencontré le comité des adhésions afin de discuter de la manière dont la composition des membres pouvait être restructurée afin de permettre des contributions plus élevées sans créer d'obstacles financiers empêchant certaines personnes d'adhérer au Réseau. Il en a résulté la création d'une nouvelle catégorie de membres, membre bienfaiteur, lancée à l'occasion de la campagne de renouvellement des adhésions 2011.

Le comité des finances a également évalué les pratiques du RCDÉC en matière de gestion des projets afin de veiller à ce que les frais généraux soient appliqués aux projets.

Nous tenons à remercier tout spécialement Isabelle Yuan et Sarah Pyke, étudiantes au programme de MAA en développement économique communautaire de l'Université du Cap-Breton, pour leur analyse du modèle de gestion du RCDÉC et leurs recommandations visant à améliorer la viabilité financière.

ADMINISTRATION ET GOUVERNANCE

En 2010, le comité du personnel du conseil d'administration a entrepris une révision et une mise à jour approfondie du manuel des politiques du RCDÉC achevées à la fin de l'année. Le nouveau manuel de 100 pages comprend des politiques sur la culture organisationnelle du RCDÉC, sur la santé et la sécurité au travail, sur la protection des renseignements et la confidentialité et sur les conditions de travail. Le comité du renforcement des praticiens et du secteur préparera une version générique du manuel des politiques. Celle-ci sera mise à la disposition des membres qui pourront l'adapter et l'utiliser dans leur propre organisme.

Pour sa part, le comité des finances du conseil a joué un plus grand rôle dans le processus de vérification des comptes. Il a rencontré les vérificateurs avant et après la vérification afin de donner des directives sur les priorités de vérification. Cette pratique devrait se poursuivre dans les années à venir.



NOTRE ÉQUIPE



NOTRE ÉQUIPE

Conseil d'administration 2010

Caroline Lachance (QC), Présidente

Carol Madsen (BC), Vice-présidente

Cathy Harrington (ON), (son mandat a pris fin à l'AGA 2010)

Natasha Jackson (NS), Présidente sortante

Victoria Morris (SK), Trésorière

Diana Jedig (ON), Secrétaire, présidente du comité du renforcement des praticiens et du secteur

Naomi Adams (BC)

Ryan Gibson (NL), Président du comité des adhésions

Norman Greenberg (NS)

Stacia Kean (ON), Coprésidente du comité des nouveaux leaders

Roz Lockyer (ON), Président du conseil pancanadien sur les politiques

Art Lew (BC), (son mandat a débuté à l'AGA 2010)

Membres des comités du RCDEC 2010

Conseil pancanadien sur les politiques

Roz Lockyer (présidente), Jeff Loomis, (vice-président), Lisa Barrett, Louis Joe Bernard, Crescentia Dakubo, Norman Greenberg, David LePage, Lynne Markell, Ed McKenna, Joe Valvasori, Ray Wanuch.

Comité du renforcement des praticiens et du secteur

Diana Jedig (présidente), Barbara Rufo, Bob Annis, Carol Madsen, Flo Frank, Linda Godin-Sorin, Liz Nield, Michele Cherot.

Comité des adhésions

Ryan Gibson (président), Matthew Daw, Peter Frampton, Elspeth McKay, Jack Lovell, Bianca Mathieu.

Comité des Nouveaux leaders

Ryan Legault-McGill (coprésident), Stacia Kean (coprésidente), Émanuèle Lapierre-Fortin, Heather Hale, Barb Besner, Sarah Macdonald, Maggie Gilbert-Behn, Christopher Mitchelmore, Greg Knott, Kerri Herrfort, Tanya Gracie, Brittany Tibbo, Nicole Rosenow-Redhead, Raïmi B. Osseni, Naomi Adams, Jesse Gair.

RAIR (Réseau d'action des immigrants et des réfugiés)

Joseph Nyemah (coprésident), Indu Krishnamurthy (coprésidente), Robert Newell, Aftab Khan, Lana Adeleye-Olusae, Iffat Zehra, Mohamed Maie, Jacqueline Bazompora, Ariela Cerna, Julio Rivas, Nelson Ovalle, Khan Rahi, Trevor David, Lee Fuge, Subrath Shrestha, Billy Granger.

Comité international

Yvon Poirier (président), Ethel Cote, André Anne Cloutier, Roch Harvey, Derek Cameron, Art Lew, Iffat Zehra, Monica Adeler, Maeve Lydon

Comité consultatif sur la recherche

Peter Hall (président), Ron Van Wyk, Annie McKittrick, Stewart Perry, Jessica Notwell, Joy Emmanuel, David Daughton, Paul Watson.

Employés et contractuels du RCDÉC 2010

Alexandre Charron, *Chercheur en mobilisation des connaissances en économie sociale*

Bianca Mathieu, *Coordonnatrice de l'engagement des membres et des communications*

Brendan Reimer, *Coordonnateur régional des Prairies et des territoires du Nord*

Bre Woligroski, *Coordonnatrice des activités d'apprentissage (Manitoba)*

Dan Doyle, *Directeur des finances et de l'administration*

David Daughton, *Consultant pour le projet des entreprises sociales dirigées par des personnes immigrées*

David McLean, *Chercheur en viabilité*

Erin Brocklebank, *Coordonnatrice des communications (congé parental)*

Fiorina Pasquarelli, *Coordonnatrice du recrutement du programme Spark*

Geoff Ripat, *Coordonnateur du programme Spark*

Georgette Koblan, *Adjointe aux communications*

Greg Fergus, *Coordonnateur du Sommet*

Guylaine Simard, *Directrice des finances*

Janielle Brooks-Smith, *Coordonnatrice de l'engagement rural du Manitoba*

Jennifer Muldoon, *Organisatrice des activités de DÉC de l'Ontario*

Jeremy Hatt, *Adjoint aux programmes de DÉC de l'Ontario*

Julio Rivas, *Coordonnateur du recrutement du programme Spark*

Karin Kliewer, *Coordonnatrice de l'évaluation et de la recherche (Manitoba)*

Kezia Cowtan, *Coordonnatrice régionale C.-B./Yukon*

Kirsten Bernas, *Adjointe à l'élaboration des politiques*

Lindsey McBain, *Coordonnateur des communications et de l'engagement des membres, Prairies et territoires du Nord*

Matthew Thompson, *Coordonnateur du programme CréaAction et organisateur du Sommet pancanadien*

Michael Toye, *Directeur général*

Nathalie Girard, *Gestionnaire du bureau d'Ottawa*

Nicole Chaland, *Directrice du programme de certificat en DÉC de l'USF*

Nicole Rosenow-Redhead, *Chercheuse du projet EIIES*

Nikyta Mathieu-Champagne, *Coordonnatrice administrative*

Paul Chamberlain, *Directeur des programmes*

Rachelle McElroy, *Spécialiste en mobilisation des connaissances*

Richard Adlington, *Chercheur en technologies collaboratives*

Rupert Downing, *Codirecteur du Centre canadien de l'économie sociale*

Ryan O'Connor, *Adjoint aux communications*

Seth Wright, *Adjoint aux communications, agent des communications*

2010 FUNDERS

Centraide Winnipeg

Centre canadien de politiques alternatives - Manitoba

Centre de recherches pour le développement international

Citoyenneté et Immigration Canada

Coast Capital Savings Credit Union

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Conseil manitobain de services communautaires

Fondation Trillium de l'Ontario

Gouvernement du Manitoba

Ressources humaines et Développement des compétences Canada

Uniterra

Vancity Community Foundation

Winnipeg Foundation

COMMANDITAIRES DU SOMMET PANCANADIEN 2010

Fondation Trillium de l'Ontario

Centre canadien de recherche partenariale en économie sociale

Ressources humaines et Développement des compétences Canada

Secrétariat aux affaires rurales

Centre de recherches pour le développement international

Assiniboine Credit Union

The Co-operators

Caisse Alterna

Joignez-vous au mouvement !

Lorsque les Canadiennes et les Canadiens se rassemblent pour travailler ensemble sur l'amélioration de leurs collectivités, ils convergent inévitablement vers la résolution des mêmes problèmes : comment rendre leur environnement plus sûr pour eux-mêmes et leurs enfants, comment créer de bons emplois et un avenir économique et comment s'assurer que tout le monde a accès à un logement décent.

Le Réseau canadien de DÉC est le réseau pancanadien qui regroupe les organismes, les citoyennes et les citoyens engagés dans une grande variété d'activités de développement communautaire. Nous rassemblons les gens et les organismes dans le souci de partager les connaissances et d'édifier une voix collective de soutien aux activités de DÉC.

Ensemble nous :
Bâtissons des économies locales plus justes et plus fortes
Luttons contre la pauvreté et l'itinérance
Investissons dans des communautés durables

Nous vous encourageons à joindre vos efforts aux nôtres afin que nous puissions ensemble améliorer les conditions socioéconomiques des collectivités canadiennes.

L'adhésion au RCDÉC est ouverte à toutes les personnes et tous les organismes qui soutiennent notre mission, nos valeurs et nos objectifs.

Devenez membre, visitez : www.ccednet-rcdec.ca



Le Réseau canadien de DÉC
Bureau administratif :
59, rue Monfette, CP 119E
Victoriaville, QC G6P 1J8
Tél : (819) 795-3056